

plus fidèles collaborateurs. Au contraire, ils poursuivaient une entente méditerranéenne, oubliant que l'Italie tenait, dans le Dodécannèse et à Rhodes, des Hellènes en servitude.

Depuis trois mois, malgré le Dictateur, la presse grecque se réveillait. L'*Hestia* menait campagne contre la « paix romaine », nom qui « cache » l'impérialisme italien. Elle cherche un rapprochement avec les Iougo-slaves. Les visées sur l'Albanie inquiètent. « La pénétration italienne dans les Balkans, remarque le *Messenger* d'Athènes, ne se fera efficacement qu'au moyen d'un instrument italien tenu par des Italiens... La pénétration italienne sera de nature purement économique, nous affirme-t-on. Cependant... la politique a l'habitude de suivre le rail. » L'opinion impose la fin des discussions avec la Iougoslavie à propos du port de Salonique, du chemin de fer du Vardar, la signature bâclée du traité du 17 août.

Les journaux réclament le retour au régime parlementaire. M. Pangalos ne trouve comme présidents du Conseil que des comparses obscurs : « Le peuple veut gérer lui-même sa politique, écrivait le 6 juillet la *Nea Himera*, parce qu'en gérant sa politique, il gère sa fortune, pour ne point parler de sa vie. » Les élections municipales de Salonique, centre de la Grèce neuve, furent un échec pour le dictateur. Dès lors toute révolution antipangalienne, soutenue par l'opinion, devait réussir. Le 22 août 1926, sans effusion de sang, en pleine mer, au moment où il allait fuir, on arrête le dictateur. L'amiral Coundouriotis, vétéran des luttes républicaines, un des triumvirs de 1916, reprend les rênes de l'État.